

Agir à l'échelle européenne pour les réfugiés

Un collectif emmené par Anne Hidalgo, avec, entre autres, Alain Mabanckou, Audrey Pulvar et Pierre Rabhi, demande la suspension du règlement Dublin III

L'Collectif auquel le demandeur d'asile est entré en Europe. Chacun constate aujourd'hui que cela ne fonctionne pas. Mécaniquement, il en Espagne. Il faut s'engorger le dispositif d'asile des réjouir pour les 629 per-pays aux frontières européennes. sonnes embarquées sur le bateau et dans le contexte actuel, où c'est - dont 134 enfants et 7 femmes en-bien souvent dans la Méditerranée - qui, après avoir fui les pays, être mon-mes se jettent au risque de leur tées sur des embarcations devie pour fuir leur pays, le règlement fortune au péril de leur vie, etment Dublin III accule des pays finalement secourues, se sontcomme Malte, l'Italie et la Grèce. retrouvées pendant trois jours les otages des atterrissements de l'Europe quant à l'accueil des réfugiés.

Alors que les gouvernements européens se livraient à un cynique jeu de ping-pong, à coups de règlements européens et de droit maritime international, l'Espagne, la mairie de Valence et 200 communes espagnoles ayant manifesté leur volonté d'accueillir dans la dignité ces réfugiés font la démonstration salu-taire du pouvoir d'agir.

Les textes de loi ne confèrent pas à ceux qui les brandissent pour ne rien faire une image de sérieux ou de responsabilité, bien au contraire. Ils donnent à voir une technocratie kafkaïenne et impuissante, qui entrave les plus élémentaires réflexes d'humanité dans l'incompréhension générale.

«L'Europe: quel port?», pourrait-on dire, comme un mauvais remake de «L'Europe: quel numéro de téléphone?». Car c'est bien sa capacité à relever le défi de l'accueil et de la solidarité qui déterminera la pertinence de l'Europe pour les années à venir. Sa légitimité flotte désormais en Méditerranée, à nous de la faire accoster et de l'ancrer dans un projet européen à la fois humaniste et pragmatique. C'est bien l'avenir du projet européen qui est ici en jeu.

Car les règlements derrière lesquels certains se cachent pour ne pas tendre la main à celles et ceux qui viennent chercher refuge en Europe ne sont pas adaptés au nouveau contexte migratoire et sont donc inefficaces.

Le règlement Dublin III prévoit que le pays responsable d'une demande d'asile est le pays par

UNE TECHNOCRATIE KAFKAÏENNE ET IMPUISSANTE ENTRAVE LES PLUS ÉLÉMENTAIRES RÉFLEXES D'HUMANITÉ DANS L'INCOMPRÉHENSION GÉNÉRALE

En cascade, ce règlement est également responsable des campements de migrants qui se forment dans les rues de Paris ou d'ailleurs, puisque la demande d'asile de ces «dublinés» relève théoriquement d'un pays qui n'est pas en mesure de les accueillir, et qu'ils sont maintenus en France dans des limbes administratives puisqu'on ne les laisse pas y instruire leur demande d'asile.

C'est pourquoi il faut - comme l'a d'ailleurs demandé le Défenseur des droits - suspendre l'application du règlement Dublin III. Ou à tout le moins l'appliquer avec pragmatisme, chaque pays restant juridiquement souverain de la décision du transfert.

POPULISME ET CYNISME

L'Italie a répondu à ce système défaillant et à ce manque de solidarité entre États européens par un repli nationaliste qui a installé au pouvoir le populisme et le cynisme. Ce n'est pas le contexte migratoire qui est responsable de la montée des extrêmes ou du

scepticisme à l'égard de l'Europe, c'est l'impression donnée à nos concitoyens d'une impuissance des pouvoirs publics.

Pourtant, nous pouvons agir à l'échelle européenne et les solutions sont connues: faire face à l'urgence en ouvrant des lieux de mise à l'abri équitablement répartis et en organisant des corridors humanitaires depuis les pays d'où fuient les réfugiés afin d'éviter ces naufrages humanitaires et ainsi couper court au marché qui engraisse les passeurs; préparer l'avenir en créant une agence européenne de l'asile qui harmonise (par le haut) les standards d'instruction des demandes d'asile, en garantissant un accueil digne des migrants tout le long de leur parcours migratoire en Europe, et en rendant opposable la solidarité entre États européens pour assurer que ce devoir d'accueil soit équitablement réparti sur la base de critères objectifs de population ou de richesse tenant compte des efforts de solidarité déjà accomplis.

A moins d'un an des élections européennes, l'Europe a devant elle un grand moment démocratique. Versons au débat qui s'ouvre notre humanité, nos solutions concrètes, et offrons ainsi aux Européens une alternative pragmatique au catastrophisme des populistes susceptible de nous faire sombrer. ■

¶

Premiers signataires:

Christophe Alévêque, humoriste,
Ariane Ascaride, comédienne,
Véronique Fayet, présidente du Secours catholique,
Anne Hidalgo, maire PS de Paris,
Alain Mabanckou, écrivain, enseignant,
Edgar Morin, sociologue, philosophe,
Patrick Pelloux, médecin urgentiste,
Eric Pliez, président du SAMU social,
Audrey Pulvar, présidente de la Fondation pour la nature et l'homme,
Pierre Rabhi, paysan, écrivain,
Hubert Trapet, président d'Emmaüs France,
Nicolas Vanier, explorateur